

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AVIS DIVERS	
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie Nationale à Rufisque.	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE			
	Six mois	Un an	Six mois	Un		
Les annonces doivent être remises à l'Imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.	an Sénégal et autres Etats				La ligne 1.000 francs	
	de la CEDEAO	15.000f	31.000f	-	-	Chaque annonce répétée Moitié prix
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Etranger : France, Zaïre				(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).	
	R.C.A. Gabon, Maroc.					
	Algérie, Tunisie.		-	20.000f	40.000f	
	Etranger : Autres Pays			23.000f	46.000f	
	Prix du numéro Année courante		600 f	Année ant.		700f.
	Par la poste : Majoration de 130 f par		numéro			
	Journal légalisé 900 f		-	Par la poste		-
					Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 9520790630/81	

S O M M A I R E

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS ET ARRETES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

- 2012
24 mai Décret n° 2012-540 abrogeant et remplaçant les 3^{ème} et 4^{ème} alinéas de l'annexe 1 du décret n° 91-490 du 8 mai 1991 fixant les conditions d'attribution et d'occupation des logements administratifs 944
- 31 mai Décret n° 2012-566 portant concession de la Médaille d'Honneur de la Gendarmerie Nationale 944

MINISTERE DE LA JUSTICE

- 2012
8 juin Arrêté ministériel n° 4153, portant convocation des collèges des magistrats pour la désignation des membres élus du Conseil supérieur de la Magistrature 945

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

- 2012
2 mai Arrêté ministériel n° 3539 portant création de la Commission chargée de la mise en vente de l'ancien avion de Commandement de Monsieur le Président de la République de type Boeing 727-200 immatriculé 6V-AEF 945

MINISTERE DE L'ARTISANAT DU TOURISME DES RELATIONS AVEC LE SECTEUR PRIVE ET LE SECTEUR INFORMEL

- 2012
16 mars Arrêté ministériel n° 2718 MATRSPSI/DRHF portant création, attribution, organisation et fonctionnement du Comité de mise en place et de suivi du Système de Gestion de la Destination Sénégal 946

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

- 2012
5 juin Décret n° 2012-567 relatif à la dénomination du Lycée de Ndoum 948
- 11 juin Arrêté interministériel n° 4182 MEN/SG/DAJLD relatif à l'organisation du test de recrutement et à la formation des élèves maîtres et élèves professeurs 948

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE

- 2012
21 mai Arrêté ministériel n° 3807 portant organisation de la session 2012 du Baccalauréat, 950

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES

- 2012
29 mai Arrêté ministériel n° 3964 MEM/CRSE portant attribution d'une licence de vente d'énergie électrique à la société Energie Rurale Africaine 950
- 29 mai Arrêté ministériel n° 3965 MEM/CRSE portant attribution d'une concession de distribution d'énergie électrique à la société Energie Rurale Africaine 950
- 11 juin Arrêté ministériel n° 4184 portant création, organisation et fonctionnement du Comité de sélection et d'Agrément des projets de production d'électricité à partir des Energies Renouvelables à injecter au réseau 951

PARTIE NON OFFICIELLE

- Annonces 951

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS ET ARRETES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ANNONCES ET AINS DIVERS

DECRET n° 2012-540 du 24 mai 2012

abrogeant et remplaçant les 3^{ème} et 4^{ème} alinéas de l'annexe I du décret n° 91-490 du 8 mai 1991 fixant les conditions d'attribution et d'occupation des logements administratifs

RAPPORT DE PRESENTATION

Le décret n° 91-490 du 8 mai 1991, fixant les conditions d'attribution et d'occupation des logements administratifs dispose que les membres du gouvernement et certaines autorités administratives ont droit à une dotation en mobilier de grand standing dont la consistance est laissée à leur choix.

Le présent projet de décret a pour objet de prévoir la possibilité d'une allocation directe de l'enveloppe financière prévue au profit de ces personnalités pour leur permettre d'équiper leur logement dès leur entrée en fonction.

Telle est l'économie du présent projet de décret.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 91-490 du 8 mai 1991 fixant les conditions d'attribution et d'occupation des logements administratifs, modifié ;

Vu le décret n° 2012-427 du 3 avril 2012, portant nomination du Premier Ministre ;

DECRETE

Article premier. - Les troisième et quatrième alinéas de l'annexe I au décret n° 91-490 du 8 mai 1991 modifiés, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Les bénéficiaires peuvent, à leur demande, recevoir le montant indiqué ci-dessus, en vue de procéder à l'acquisition du mobilier par eux-mêmes. »

Les dispositions ci-dessus s'appliquent également aux personnalités énumérées à la catégorie A qui ne bénéficient pas de logement administratif. »

Art. 2. - Le présent décret sera publié au Journal officiel.

Fait à Dakar, le 24 mai 2012

Macky SALL.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre, MOUZA ETIAR

Abdoul MBAYE.

DECRET n° 2012-566 du 31 mai 2012, portant concession de la Médaille d'Honneur de la Gendarmerie Nationale

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu la Constitution, notamment en ses articles 43, 44 et 76 ;

Vu le Code de l'Ordre national du Lion ;

Vu le décret n° 78-306/PR/MFA du 12 avril 1978, portant création de la Médaille d'Honneur de la Gendarmerie nationale, par le décret n° 90-1207/PR/MFA du 20 novembre 1990 ;

Vu le décret n° 2012-427 du 3 avril 2012, portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2012-429 du 4 avril 2012, portant composition du Gouvernement ;

Vu les lettres n° 1288/MFA/MILI du 20 avril 2012 et 1394/MFA/CABMILI du 25 avril 2012 ;

Sur proposition du Ministre des Forces Armées ;

Sur présentation du Grand Chancelier de l'Ordre national du Lion ;

DECRETE :

Article premier. - La Médaille d'Honneur de la Gendarmerie Nationale est accordée aux personnels militaires étrangers dont les noms suivent, en reconnaissance des services rendus à l'Armée :

1. Jean Yves Bastard, Colonel, né le 18 mars 1955 à Treguier (Côtes d'Armor) France Chef du détachement Gendarmerie de Coopération

2. Philippe Waxin, Lt-colonel, né le 9 juin 1958 à Cambrai (Nord) France Chef de projet / Directeur des études EOGN-CAOG

3. Luis Javier Gonzalez Benito Capitaine né le 26 février 1962 à Villorobe (Burgos) Espagne Chef de délégation

4. Alain Marcel Ferryn, Capitaine né le 9 janvier 1967 à Roubaix (Nord) France Expert en police judiciaire.

5. Rafael Caballero Rueda Lieutenant né le 1^{er} janvier 1969 à Estepa (Sevilla) Espagne Instructeur

6. Manuel Menendez Benitez sergent né le 2 décembre 1968 à Jerez de la Frontera (CADIZ) Instructeur

7. Carlos Alejandro Molina Navarro, Sergent né le 1^{er} janvier 1970 à Logroño (La Rioja) Espagne Instructeur

8. Antonio Lopez Aragon Sergent né le 1^{er} janvier 1970 à Logroño (La Rioja) Espagne Instructeur

Art. 2. - Le Ministre des Forces Armées et le Grand Chancelier de l'Ordre national du Lion sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Dakar, le 31 mai 2012

Macky SALL.

MINISTERE DE LA JUSTICE

ARRETE MINISTERIEL n° 4153 en date du 8 juin 2012, portant convocation des collèges des magistrats pour la désignation des membres élus du Conseil supérieur de la Magistrature.

Article premier. - Les collèges des magistrats hors hiérarchie, des magistrats du premier (1^{er}) grade et des magistrats du deuxième (2^{ème}) grade sont convoqués pour l'élection de leurs représentants au Conseil supérieur de la Magistrature.

Chaque collège élira en son sein un membre titulaire et un membre suppléant.

Art. 2. - Les élections auront lieu le 18 Juillet 2012, de 8 heures à 16 heures au bureau de vote central installé à Dakar au nouveau Palais de Justice de Lat Dior et aux bureaux de votes secondaires installés à Saint-Louis (à la Cour d'appel), à Thiès (au Tribunal régional), à Kaolack (à la Cour d'appel), à Ziguinchor (au Tribunal régional), à Tambacounda (au Tribunal régional), à Fatick (au Tribunal régional), à Diourbel (au Tribunal régional), à Louga (au Tribunal régional), à Kolda (au Tribunal régional), et à Matam (au Tribunal régional).

Le scrutin est ouvert à 8 heures et clos à 16 heures.

Art. 3. - Il est imprimé pour chaque collège d'électeurs un nombre de bulletins de vote au moins égal au nombre de magistrats inscrits au titre de ce collège.

Les bulletins de vote sont de couleurs différentes selon les collèges.

Le bulletin de vote doit comprendre les indications suivantes :

- date de l'élection ;
- objet de l'élection ;
- les prénoms et Nom du candidat.

Art. 4. - Le présent arrêté enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

ARRETE MINISTERIEL n° 3539 en date du 2 mai 2012, portant création de la Commission chargée de la mise en vente de l'ancien avion de Commandement de Monsieur le Président de la République de type Boeing 727-200 immatriculé 6V-AEF.

Article premier. - Il est créé, auprès du Ministère de l'Economie et des Finances, une Commission nationale chargée de la mise en vente de l'ancien avion de commandement de Monsieur le Président de la République, de type Boeing 727-200 immatriculé 6V-AEF.

Art. 2. - La Commission est chargée notamment de :

- rassembler et de mettre à la disposition des pouvoirs publics la documentation ainsi que toutes autres informations relatives à l'avion
- choisir un cabinet d'expertise aéronautique disposant de toutes les capacités requises pour l'assister dans sa mission ;
- définir les critères de sélection des candidats à l'acquisition de l'aéronef ;
- sélectionner et de mettre en concurrence les candidats à l'acquisition de l'aéronef ;
- conduire toutes les opérations relatives à la vente de l'appareil.

Art. 3. - La Commission est composée des membres suivants :

- deux représentants de la Présidence de la République (Directeur de l'Administration et de l'Equipeement, Général Madické Seck) ;
- un représentant de l'Assemblée nationale ;
- un représentant du Sénat ;
- quatre représentants du Ministère de l'Economie et des Finances (Conseiller technique chargé des Affaires domaniales, Agence judiciaire de l'Etat, Direction de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, Direction du Matériel et du Transit Administratif ;
- un représentant du Ministère des Infrastructures et des Transports (Agence nationale de l'Aviation civile et de la Météorologie).

La Commission peut, en tant que de besoin, faire participer à ses travaux, toute personne physique ou morale dont l'expertise lui serait utile.

Art. 4. - La Commission est placée sous la présidence du Secrétaire général du Ministère de l'Economie et des Finances.

Art. 5. - La Commission se réunit sur convocation de son précédent et ses délibérations sont confidentielles.

Art. 6. - Le présent arrêté sera publié et communiqué partout où besoin sera

**MINISTERE DE L'ARTISANAT
DU TOURISME DES RELATIONS
AVEC LE SECTEUR PRIVE
ET LE SECTEUR INFORMEL**

ARRETE MINISTERIEL n° 2718 MATRSPSI/DRHF
en date du 16 mars 2012, portant création,
attribution, organisation et fonctionnement du
Comité de mise en place et de suivi du Système
de Gestion de la Destination Sénégal.

Article premier. - Il est créé un Comité de mise en
place et de suivi du Système de Gestion de la
Destination Sénégal (SGD), placé sous l'autorité du
Ministre chargé du Tourisme.

Art. 2. - Ledit comité a pour principales missions :

- appuyer le Ministère en charge du Tourisme à la gestion globale de l'information touristique de la destination Sénégal en s'appuyant sur les TIC, en particulier l'Internet ;
- élaborer et valider un programme de développement de l'e-tourisme au Sénégal, sur la base du partenariat public privé ;
- prendre en compte toutes les préoccupations des secteurs public et privé pour la promotion de leurs activités dans le domaine du tourisme, des industries culturelles, de l'artisanat d'art (TICAA) et toutes activités connexes au tourisme, via les TIC, l'internet ;
- Identifier des lignes de financements auprès de l'Etat ou des bailleurs de fonds pour la mise en place et la gestion continue du SGD Sénégal ;
- mettre en ligne un portail web comme plateforme du SGD Sénégal ;
- mettre en place des programmes de formation pour les acteurs de l'e-tourisme ;
- identifier et concevoir les logiciels appropriés (web et mobile...) pour les besoins techniques de mise en place du SGD Sénégal ;
- démarcher et associer toutes compétences nationales comme internationales (partenaires du Sénégal), dans le processus de mise en place de cette plateforme ;
- prendre toutes les dispositions nécessaires à la réalisation et à la réussite de cette plateforme ;
- mettre en place un système d'informations touristiques harmonisant la collecte, l'exploitation et la diffusion des données nationales ;

- harmoniser et fédérer tous les sites web, des sociétés publiques comme privées évoluant autour du tourisme et secteurs connexes (artisanat, culture, environnement, économie en général...) ;

- mettre en place un dispositif d'alerte, de veille et de gestion de l'e-réputation de la destination Sénégal.

Art. 3. - Le comité de mise en place et de suivi du SGD Sénégal est présidé par le Ministre en charge du Tourisme et est constitué des organes suivants :

- un comité de pilotage
- un comité technique

Art. 4. - Lesdits comités sont ainsi composés :

Le comité de pilotage :

- un Représentant du Cabinet du Ministère en charge du Tourisme : Coordonnateur ;
- le Directeur de la Réglementation et de l'Encadrement Touristique (DRET) ou son Représentant ;
- le Directeur des Etudes et de la Planification Touristique (DEPT) ou son Représentant ;
- le Directeur de l'Administration Générale et de l'Equipeement (DAGE) ou son Représentant ;
- le Directeur des Ressources Humaines et de la Formation (DRHF) ou son Représentant ;
- le Directeur de l'Ecole Nationale de Formation Hôtelière et Touristique (ENFHT) du Sénégal ou son Représentant ;
- un Représentant de l'Agence Nationale de Promotion Touristique du Sénégal (ANPT) ;
- un Représentant de la Société d'Aménagement et de Promotion des Côtes et Zones Touristiques du Sénégal (SAPCO-SENEGAL) ;
- un Représentant de l'Agence pour la Promotion et le Développement de l'Artisanat (APIDA) ;
- un Représentant de la Direction de l'Artisanat (DA) ;
- un Représentant du Commissariat Spécial de la Police Touristique ;
- un Représentant du Syndicat des Agences de Voyages et de Tourisme du Sénégal (SAVTS) ;
- un Représentant du Syndicat Patronal de l'Industrie Touristique du Sénégal (SPIHS) ;
- un Représentant du Board of Airlines Representatives (BAR) ;

- un Représentant de l'Organisation Nationale des Intégrés du Tourisme (ONITS) ;
- un Représentant de l'Agence Nationale chargée de la Promotion de l'investissement des Grands Travaux (APIX) ;
- un Représentant de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) ;
- un Représentant de l'Agence Nationale de l'Aviation civile du Sénégal (ANACS) ;
- un Représentant des Aéroports du Sénégal (ADS) ;
- un Représentant de l'Aéroport International de Blaise Diagne (AIBD) ;
- un Représentant de l'Agence Nationale de la Météorologie du Sénégal (ANAMS) ;
- un Représentant de l'Agence de L'Informatique de l'Etat du Sénégal (ADIE) ;
- un Représentant de chaque université sénégalaise ayant un département de tourisme ;
- un Représentant du Syndicat des Loueurs de Véhicule ;
- un Représentant de l'Association des Guides du Sénégal ;
- un Représentant de l'Association des Chefs de Cuisine du Sénégal ;
- un Représentant de l'Union des Chambres de Métiers du Sénégal ;
- un Représentant du Ministère chargé de la Culture ;
- un Représentant du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- un Représentant du Ministère en charge de l'Information et de la Télécommunication ;
- un Représentant du Ministère chargé du Cadre de Vie ;
- un Représentant du Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Prévention ;
- un Représentant du Ministère de l'Environnement ;
- un Représentant du Ministère de l'Intérieur ;
- un Représentant du Ministère en charge des Transports ;

- un Représentant de la Direction générale de la Douane ;
- un Représentant du Cercle des Diplômés en Tourisme ;
- le Président de la Fédération Nationale des Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiatives du Sénégal (FNOTSIS) ;
- le Coordonnateur de la Grappe « Tourisme - Industries Culturelles - Artisanat d'Art » de la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA) ou son Représentant ;
- un Représentant de la Compagnie Sénégal Airlines ;
- le Directeur des Archives Nationales ou son Représentant ;
- le Directeur du Centre d'Etudes et de Politiques pour le Développement (CEPOD) ou son Représentant ;
- la Direction du Patrimoine Historique Classé ou son Représentant ;
- le Directeur des Parcs Nationaux ou son Représentant ;

Le Comité technique :

Le Comité technique est présidé par le Directeur Général de l'Agence Nationale de Promotion Touristique du Sénégal (ANPT) et l'accompagnement opérationnel est assuré par les consultants experts métiers e-tourisme.

Il est constitué des commissions suivantes :

- Commission informatique ;
- Commission marketing et communication ;
- Commission collecte de données ;
- Commission traitement de l'Information ;
- Commission diffusion et partage ;

Art. 5. - Le Comité de mise en place et de suivi pourrait s'adjoindre de toute personne dont la compétence est jugée utile.

Art. 6. - Le Comité technique se réunit au moins une fois par mois, sur convocation du Directeur général de l'ANPT et le Comité de pilotage à chaque fois que de besoin.

Art. 7. - Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* et communiqué partout où besoin sera.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

DECRET n° 2012-567 du 5 juin 2012
relatif à la dénomination du Lycée de Ndioum

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 96-06 du 22 mars 1996 portant Code des Collectivités locales ;

Vu la loi n° 96-07 du 22 mars 1996 portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales ;

Vu le décret n° 86-877 du 19 juillet 1986 portant organisation du Ministère de l'Education nationale, modifié ;

Vu le décret n° 96-1136 du 27 décembre 1996 portant application de la loi portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales en matière d'Education, d'Alphabétisation, de Promotion des Langues nationales et de Formation professionnelle ;

Vu le décret n° 2012-427 du 3 avril 2012 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2012-429 du 4 avril 2012 fixant la composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2012-543 du 24 mai 2012 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères ;

Vu la délibération du Conseil municipal de la Commune de Ndioum, en date du 16 mai 2005 ;

Sur rapport du Ministre de l'Education nationale.

DECRETE :

Article premier. - Le Lycée de Ndioum, dans la Région de Saint-Louis, Département de Podor, est dénommé « Lycée El hadji Thierno Amadou Ibrahima Datt ».

Art. 2. - Le Ministre de l'Education nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 5 juin 2012

Macky SALL.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Abdoul MBAYE.

ARRETE INTERMINISTERIEL n° 4182 MEN/SG/DAJLD en date du 11 juin 2012 relatif à l'organisation du test de recrutement et à la formation des élèves maîtres et élèves professeurs

Chapitre premier. - *DU RECRUTEMENT*

Article premier. - Il est organisé dans chaque Centre régional de Formation des Personnels de l'Education (CRFPE) un concours de recrutement d'élèves maîtres et d'élèves professeurs ;

Art. 2. - Ce concours est ouvert aux sénégalais des deux sexes âgés de :

- 18 ans au moins et 30 ans plus au 31 décembre de l'année du concours pour les élèves maîtres ;
- 18 ans au moins et 35 ans au plus pour les élèves professeurs.

Art. 3. - Le diplôme minimum requis pour participer au concours de recrutement des élèves maîtres et des élèves professeurs est le baccalauréat ou tout autre diplôme équivalent.

Art. 4. - La Direction des Ressources humaines (DRH) organise, en relation avec la Direction des Examens et Concours (DEXCO), les inspecteurs d'Académie, ainsi que les structures de formation universitaires, le concours national de recrutement des élèves maîtres et des élèves professeurs.

Art. 5. - Le dossier de candidature est composé comme suit :

- une demande manuscrite ;
- une copie légalisée de la carte nationale d'identité ;
- une copie légalisée du diplôme ;
- un certificat médical d'aptitude à l'enseignement ;
- un extrait du casier judiciaire n° 3 ;
- un certificat de nationalité sénégalaise ;
- un certificat de bonne vie et mœurs ;
- les frais d'inscription qui seront fixés par arrêté ;

Art. 6. - Le concours comprend :

Pour les candidats du préscolaire et de l'élémentaire,

- une épreuve de culture générale ;
- une épreuve de tests psychotechniques.

Pour les candidats à l'enseignement moyen,

- deux épreuves écrites qui sont déterminées en fonction des disciplines ;
- des épreuves orales.

Art. 7. - L'Inspecteur d'Académie (IA) est chargée, en collaboration avec les autorités de la structure universitaire impliquée dans la formation, de :

- confectionner les listes ;
- mettre en place une commission de surveillance ;
- mettre en place le secrétariat ;
- acheminer les copies à l'université concernée.

Art. 8. - L'Inspecteur d'Académie est chargée de :

- mettre en place les jurys ;
- confectionner les listes ;
- mettre en place une commission de surveillance ;
- mettre en place le secrétariat ;
- acheminer les copies à la DEXCO ;
- constituer un jury devant conduire l'entretien de confirmation.

Art. 9. - L'entretien de confirmation a pour objet de déceler les cas d'infirmité avérée incompatible avec la fonction d'enseignant.

Art. 10. - Pour le préscolaire et l'élémentaire la Direction des Examens et Concours en est chargée, en collaboration avec les structures concernées, de

- choisir les épreuves en relation avec le Centre national d'Orientation scolaire et professionnel (CNOSP) ;
- centraliser les copies ;
- procéder à l'anonymat ;
- procéder à la correction des copies ;
- assurer leur retour au niveau des différentes inspections d'Académie ;
- délibérer et proclamer les résultats définitifs ;
- dresser une liste d'attente dont le nombre est égal au tiers des admis.

- envoyer la liste des admis et la liste d'attente à la Direction de la Formation et de la Communication (DFC).

Art. 11. - Pour l'Enseignement moyen, la structure universitaire impliquée est chargée, en rapport avec l'IA, de :

- choisir les épreuves ;
- centraliser les copies ;
- procéder à l'anonymat ;
- délibérer et proclamer les résultats définitifs ;
- dresser une liste d'attente dont le nombre est égal au tiers des admis.

- envoyer la liste des admis et la liste d'attente à la DFC ;

La liste d'attente n'est valable que pour une année scolaire.

Art. 12. - Les candidats éliminés pour infirmité notoire, sont aussitôt remplacés par les suivants immédiats sur la liste d'attente. Ceux-ci subissent à leur tour l'entretien de confirmation avec le jury

La liste d'attente n'est valable que pour une année scolaire.

Chapitre 2. - DE LA FORMATION.

Art. 13. - Les candidats définitivement admis subissent dans les CRFPE une formation certificative d'une durée de deux ans pour les élèves professeurs et d'un an pour les élèves maîtres.

Art. 14. - Les évaluations certificatives du Certificat d'Aptitude à l'Enseignement dans les Collèges d'Enseignement moyen (CAE - CEM) se font sous l'égide de l'Inspection générale de l'Education nationale (IGEN) qui en préside les commissions.

Les évaluations certificatives de Certificat d'Aptitude pédagogique (CAP) se font sous l'égide de la DEXCO conformément au décret n° 96-346 du 8 mai 1996 fixant les modalités et les programmes desdits diplômes.

Art. 15. - La DFC en relation avec l'IGEN assure la coordination et la supervision de la formation.

Art. 16. - Au cours de la formation les élèves maîtres bénéficient d'une bourse mensuelle de 25.000 francs et les élèves professeurs d'une bourse mensuelle de 50.000 francs

Art. 17. - Toute personne ayant suivi la formation, réussi à l'examen de fin de formation et qui s'engage pour une durée de 10 ans à servir l'Etat dans le domaine de l'éducation et de la formation est recrutée en qualité de maître stagiaire ou professeur stagiaire selon l'option.

La durée du stage est fixée à deux ans.

Le maître contractuel ou le professeur contractuel signe un engagement à rester pendant cinq ans au moins dans la région où il a été recruté.

Art. 18. - Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE

ARRETE MINISTERIEL n° 3807 en date du
21 mai 2012 portant organisation de la session
2012 du Baccalauréat,

Article premier. - Il est organisé, en 2012, une session normale du baccalauréat au mois d'août et une session de remplacement au mois d'octobre.

Art. 2. - Tous les candidats aptes à subir les épreuves d'Education physique et sportive (EPS) et ceux qui ont choisi des épreuves facultatives subissent les épreuves d'EPS ainsi que les épreuves facultatives au cours du mois de juillet 2012 ; les épreuves d'EPS et les épreuves facultatives ne sont pas organisées à la session d'octobre 2012 ; les notes obtenues à la session normale sont reportées et prises en compte à la session de remplacement.

Art. 3. - Tous les candidats qui le désirent peuvent subir les épreuves de la session du mois d'août 2012.

Art. 4. - Ne peuvent participer à la session d'octobre 2012 que :

- les candidats absents à toutes les épreuves lors de la session du mois d'août 2012 ;

- les candidats qui, pour une cause de force majeure, n'ont subi que partiellement les épreuves de la session du mois d'août 2012, à condition qu'ils aient obtenu une note moyenne égale ou supérieure à 8/20 aux épreuves subies ;

- les candidats qui, pour une cause de force majeure, n'ont subi que partiellement les épreuves de la session du mois d'août 2012 avec une moyenne inférieure à 8/20 aux épreuves subies, à condition qu'ils aient obtenu, sur la base de l'examen du livret scolaire, une note moyenne de cycle secondaire égale ou supérieure à 10/20 ;

- les candidats admissibles à l'issue des épreuves du premier groupe et absents, au second groupe, pour cause de force majeure dûment constatée.

Art. 5. - Le Directeur de l'Office du Baccalauréat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué et publié partout où besoin sera.

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES

ARRETE MINISTERIEL n° 3964 MEM/CRSE en date du 29 mai 2012 portant attribution d'une licence de vente d'énergie électrique à la société Energie Rurale Africaine.

Article premier. - Il est attribué à la société Energie Rurale Africaine, société anonyme, dont le siège social est situé provisoirement à la rue Colbert à Dakar, une licence de vente d'énergie électrique, conformément au contrat de concession signé avec l'Etat du Sénégal le 29 juin 2011 dans la limite du périmètre relatif à la zone d'électrification rurale Kaffrine- Tambacounda-Kédougou définie dans les annexes dudit contrat.

Art. 2. - La licence de vente d'énergie électrique est attribuée à la société Energie Rurale Africaine pour une durée de quinze ans.

Elle peut être renouvelée conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 3. - Le Directeur de l'Electricité, le Président de la Commission de Régulation du Secteur de l'Electricité et le Directeur Général de l'Agence Sénégalaise d'Electrification Rurale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

ARRETE MINISTERIEL n° 3965 MEM/CRSE en date du 29 mai 2012 portant attribution d'une concession de distribution d'énergie électrique à la société Energie Rurale Africaine.

Article premier. - Il est attribué à la société Energie Rurale Africaine, société anonyme, dont le siège social est situé provisoirement à la rue Colbert à Dakar, une concession de distribution d'énergie électrique, dans la limite du périmètre relatif à la zone d'électrification rurale Kaffrine- Tambacounda-Kédougou définie dans les annexes du contrat de concession signé le 29 juin 2011.

Art. 2. - La concession de distribution d'énergie électrique est attribuée à la société Energie Rurale Africaine pour une durée de vingt cinq ans.

Elle peut être renouvelée conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 3. - Le Directeur de l'Electricité, le Président de la Commission de Régulation du Secteur de l'Electricité et le Directeur Général de l'Agence Sénégalaise d'Electrification Rurale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

ARRETE MINISTERIEL n° 4184 en date du 11 juin 2012 portant création, organisation et fonctionnement du Comité de sélection et d'Agrément des projets de production d'électricité à partir des Energies Renouvelables à injecter au réseau.

Article premier. - Il est créé conformément à l'article 14 du décret n° 2011-2013 du 21 décembre 2011 portant application de la loi d'orientation et relatif aux conditions d'achat et de rémunération de l'électricité produite par des centrales à partir de sources d'énergie renouvelables ainsi que de leur raccordement au réseau, un Comité de Sélection et d'Agrément des projets de production indépendante d'électricité à partir d'énergies renouvelables à injecter dans le réseau.

Article 2. - Missions du Comité

Le Comité a pour missions de :

- élaborer les procédures et définir les critères d'octroi et de retrait de l'agrément ;
- instruire et sélectionner les projets d'énergies renouvelables à injecter dans le réseau proposés au Ministère chargé de l'Energie par des promoteurs ;
- soumettre au Ministre chargé de l'Energie les projets à agréer ;
- proposer au Ministre chargé de l'Energie les agréments à retirer ;
- assurer le suivi des agréments délivrés ;
- examiner toute autre question en rapport avec les modalités d'agrément que lui soumettra le Ministre chargé de l'Energie.

Article 3. - Composition du Comité,

Le Comité est composé des membres suivants :

- le Conseiller technique chargé des énergies renouvelables ;
- le Conseiller technique chargé de l'électricité ;
- le Directeur de l'Energie ;
- le Directeur de l'Agence nationale pour les Energies Renouvelables ;
- un représentant l'Agence Sénégalaise d'Electrification Rurale (ASER) ;

- un représentant de la Société sénégalaise d'électricité (SENELEC) ;

- un représentant de l'Agence pour l'Economie et de la Maîtrise de l'Energie (AEME).

La Commission de Régulation du Secteur de l'Electricité (CRSE) assiste aux travaux du Comité en qualité d'observateur.

La Présidence du Comité est assurée par le Conseiller Technique chargé des Energies Renouvelables, et le Secrétariat par l'Agence nationale pour les Energies Renouvelables.

Article 4. - Réunion du Comité.

Le Comité se réunit au moins une fois par mois et autant que de besoin.

Il se réunit sur convocation de son Président. Il ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres est présente.

Les décisions du Comité sont prises à la majorité des voix. En cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante.

Le Comité peut s'adjoindre toute personne ressource dont la compétence est jugée utile. Toutefois, cette personne n'a pas de voix délibérative.

Art. 5. - Le Directeur de l'Agence Nationale pour les Energies Renouvelables et le Directeur de l'Energie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

PARTIE NON OFFICIELLE

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Louga

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional de Louga.

Suivant réquisition n° 59 déposée le 12 décembre 2011, le Conservateur de la Propriété et des Droits fonciers, agissant au nom et pour le compte de l'Etat Sénégalais, en exécution des prescriptions du décret n° 2011-1483 du 14 septembre 2011 a demandé l'immatriculation au livre foncier de Louga d'un terrain nu d'une contenance de 24 hectares 35 are 04 centiares, situé à Kébémér.

1°) Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal par l'effet des dispositions de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue par le titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 ainsi qu'il résulte du décret n° 2011-1483 du 14 septembre 2011.

2°) Qu'il n'est grevé à sa connaissance, d'aucuns droits réels.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
Djiby SY.

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Pikine

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional hors classe de Dakar.

Suivant réquisition n° 135, du 3 juillet 2012, le Conservateur de la propriété et des droits fonciers de Pikine, demeurant et domicilié à Pikine-Guédiawaye, agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal, a demandé l'immatriculation au livre foncier de Pikine d'un immeuble consistant en une parcelle de terrain d'une contenance totale de 9286 m² situé au Km 11 Route de Rufisque.

Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels, autres que ceux-ci après détaillés, résultant tant des conventions que de l'effet de la loi à savoir :

Décret n° 2007-1023 du 7 septembre 2007

Le Conservateur de la Propriété foncière,
Macodou Sall

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Mbour

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le jeudi 27 septembre 2012 à 9 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Ndayane dans le Département de Mbour consistant en une parcelle de terrain rural devant servir d'assiette à la réalisation d'un programme immobilier dénommé « Résidences Ndayane » d'une contenance de 5ha 23a 75ca, dont l'immatriculation a été demandée par le Chef du Bureau des domaines de Mbour, agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal suivant réquisition du 31 janvier 2012 n° 169.

Le Conservateur de la Propriété foncière,

Meïssa Ndiaye.

ANNONCES

(L'Administration n'entend nullement être responsable de la tenue des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers)

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : ASSOCIATION DAAROU I ARKHAM

Objet :

- participer au bon fonctionnement de l'enseignement franco-islamique ;
- participer à l'élargissement de la culture islamique ;
- instaurer l'esprit de solidarité et d'entraide entre les membres de l'association sur le plan religieux, social et économique.

Siège social : Quartier Woura mahdiyyou.
Thiénaba Seck - Thiès

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

M. Mohamed Guèye, *Président,*

M^{me} Seynabou Lèye, *Secrétaire générale,*

M. Mouhamadou Mourtada Guèye, *Trésorier général*

Récépissé de déclaration d'association n° 15601
MINT/DAGAT/DEL/AS en date du 12 juillet 2012

14 juillet 2012

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : AMICALE DES TECHNI-
CIENS DE LABORATOIRE

Objet :

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- permettre aux laborantins d'améliorer le plateau technique par des échanges d'expériences ;
- créer un cadre propice pour améliorer leurs conditions de vie.

Siège social : Villa n° 39/B,
Cité SOPRIM - Dakar

COMPOSITION DU BUREAU

Composition du bureau de l'administration et de la direction de l'association

MM. Aliou Diop, *Président*,

Birane Sarr Diaw, *Secrétaire général*,

M^{me} Aïssatou Bousso, *Trésorière générale*.

Récépissé de déclaration d'association n° 15596
MINT/DGAT/DEL/AS en date du 9 juillet 2012

Etude de M^e Coumba Sèye Ndiaye
avocat à la Cour
68, rue Wagane Diouf x Amadou A. Ndiaye
B.P. 6.226 - Dakar Etoile

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 736/
GRD (ex 24.602/DG), reporté au Livre Foncier de
Ngor Almadies sous le n° 3.299/NGA, appartenant à
M. Cheikh Ndiaye 1-2

Etude de M^e Bineta Thiam Diop, *notaire*
Pikine Khourounar - Cité Sotiba n° 204 bis

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Certificat d'Inscription
du bail inscrit sur le titre foncier N° 11.663/DP de la
commune de Dagoudane-Pikine, appartenant à M. Issa
Wade 1-2

Etude de M^e Guédél Ndiaye & associés
Société Civile Professionnelle d'*avocats*
73 bis, rue A. Assane Ndiaye - Dakar (Sénégal)

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier
n° 16.743-DG devenu titre foncier n° 4730/GR
appartenant à la Société Nationale LA POSTE. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier
n° 12.290-DP appartenant à M. Oumar DIA. 1-2

Société civile professionnelle de *notaires*
M^{rs} Papa Ismael & Alioune Kâ
94, Rue Félix Faure -Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 14.186-
GR de la commune de Grand Dakar appartenant à M^{me}
Soukeyna SOW. 1-2

Etude de M^{rs} Daniel Sédar Senghor & Jean Paul Sarr
notaires associés
13-15, rue Colbert Dakar (Sénégal)

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la Copie originale du
titre foncier 1.072/DG devenu 3259/DK, propriété de
M. Mamour DIOP. 1-2

S.C.P. Faye & Sall
Société d'*avocats*
3, Rue A. Lakhsane Ndiaye (ex-Escarfait) x Vincent - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 4167 de
Kaolack appartenant à M. Amadou Diallo. 1-2

Etude de M^e Marie Bâ *notaire*
Résidence El Mansour Sant Yalla Saly
B.P. 104 Saly - B.P. 186 Thiès.

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 4.048-TH de Thiès, devenu le titre foncier n° 737-MB de Mbour, appartenant à M. Mamadou Alcaly Diouf. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Certificat d'Inscription délivré par le bureau de la Conservation de la Propriété et des Droits fonciers de Mbour à M. Naiso Lizaso Angel, suite à l'acquisition du droit au bail ainsi que les impenses édifiées sur une portion de terrain sise à Saly Portudal, d'une superficie approximative de 190 m² et formant le lot n° 23 du plan de lotissement de Plein Sud et dépendant du titre foncier n° 3.405. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 481-TH reporté au Livre foncier de Mbour sous le n° 124-MB consistant en un terrain sur lequel sont édifiées des constructions affectées au village et à la Mission, d'une superficie de 441 ha 21 a et 79 ca sis à Ngazobil, appartenant exclusivement à ce jour à la Mission Catholique du Vicariat Apostolique de Dakar. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 3.779/TH appartenant exclusivement à ce jour à M. Mamadou Abdoulaye Mbacké. 1-2

Etude de M^e Nafissatou Diouf Mbodj
avocate à la Cour
5 rue Calmette x Amadou Assane Ndoye - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du certificat d'inscription d'hypothèque sur le titre foncier n° 1.560/SL appartenant à la SNR. 1-2

Société civile professionnelle d'*avocats*
M^{es} Diagne & Diene
6, Rue Jacques Bugnicourt (ex Kléber) - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 13.438/DG, devenu titre foncier n° 1.853/NGA appartenant à Damae Thioba ou Thiaba Tall, Bineta Fall et Mamadou Fall 1-2

Etude de M^e Mamadou Ndiaye, *notaire*
BP - 197 - Kaolack

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 4.757/KK appartenant à feu Aminata Ndiaye. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 6.236/KK appartenant à M^{me} Bineta Diaby. 1-2

Office notarial
M^e Aïssatou Kamissokho Guèye Diagne, *notaire*
50. Av. Nelson Mandela Dakar BP : 3.405

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier n° 2.930 de Rufisque. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 4.182/DP appartenant à M. Oumar Sow né en 1925 à Tivaouane 1-2

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL
ETABLISSEMENT CREDIT MUTUEL DU SÉNÉGAL DE KOLDA
COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2011

Annexe 6.4

(en millions de francs CFA)

CODE	CHARGES	MONTANT		CODE	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	109.640.439	124.640.685	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI.	508.573.315	424.981.866
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	96.631.009	104.832.468	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les institutions financières	17.298.265	3.332.073
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaires ou clients	13.009.430	19.808.217	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clientèle	453.898.149	414.807.673
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES			705	- Autres intérêts et produits assi	37.376.901	6.842.120
608	COMMISSIONS			707	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES		
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES			708	COMMISSIONS	158.562.928	139.726.821
610	- Charges sur titres de placement	0	0	709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
611	- Charges sur opérations de change	0	0	710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan	0	0	711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	0	0	712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	Charges diverses d'exploitation financière	0	0	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
621	STOCKS VENDUS	0	0	715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	0	0
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	720	MARGE COMMERCIALES	0	0
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	291.006.031	269.605.629	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	52.290.644	51.560.992	722	VARIATIONS DE STOCK DE MARCHANDISES		
632	- Autres frais généraux	238.715.387	218.044.637	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	5.835.858	393.909
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	26.917.177	18.294.098	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
645	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCE	28.921.115	19.132.426	745	REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREAN. ET DU HORS BILAN	262.813.133	11.067.738
650	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS. GENE.	0	0	750	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANC. GENE.	0	0
655	CHARGES EXCEPTIONNELLES	72.199.688	142.004.849	755	PRODUITS EXCEPTIONNELS	3.401.207	14.051.408
660	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	2.942.431	3.608.431	760	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	3.487.171	1.439.314
670	IMPOT SUR LES EXCEDENTS			765	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE		
690	TOTAL DES CHARGES	771.626.881	577.286.118	780	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	171.046.731	14.374.938
				781	Part du Groupe		
				782	Part des intérêts minoritaires		
				790	TOTAL DES PRODUITS	942.673.612	591.661.056

14 juillet 2012

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

955

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL
ETABLISSEMENT CREDIT MUTUEL DU SÉNÉGAL DE BOURGUIBA
COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2011

(en millions de francs CFA)

Annexe 6.4

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	112 215 037	129 296 016	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI.	480 067 083	460 127 415
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	77 211 407	109 666 259	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les institutions financières	77 934 564	37 988 066
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaires ou clients	35 003 630	19 629 757	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou client	386 911 400	401 290 758
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	- Autres intérêts et produits assi	15 221 119	11 848 591
608	COMMISSIONS	0	0	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	131 854 930	130 670 715
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0	708	COMMISSIONS	0	0
610	- Charges sur titres de placement	0	0	709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
611	- Charges sur opérations de change	0	0	710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan	0	0	711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	0	0	712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	charges diverses d'exploitation financière	0	0	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
621	STOCKS VENDUS	0	0	715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	0	0
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	720	MARGE COMMERCIALES	0	0
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	305 282 054	340 631 106	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	52 435 589	57 300 378	722	VARIATIONS DE STOCK DE MARCHANDISES	10 524 558	60 867 691
632	- Autres frais généraux	252 486 465	283 330 728	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	0	0
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	24 064 117	21 265 828	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
645	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCE	450 891 268	111 054 672	745	REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR	331 821 000	28 953 435
650	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	0	0	750	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREAN. ET DU HORS BILAN	0	0
655	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS. GENE.	33 602 350	38 076 676	755	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS	0	3 948 402
660	CHARGES EXCEPTIONNELLES	- 912 862	6 103 343	760	COURRIER BANCAIRE	46 3899	13 000
660	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	0	765	PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 107 868	695 155
670	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	0	0	780	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	0
690	TOTAL DES CHARGES	925 141 964	646 427 641	781	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE	31 279 864	34 899 770
				782	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	0	0
					Part du Groupe	0	0
					Part des intérêts minoritaires	0	0
				790	TOTAL DES PRODUITS	956 421 828	681 327 411

962

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

14 juillet 2012

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL
ETABLISSEMENT CREDIT MUTUEL DU SÉNÉGAL DE MBOUR
COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2011

Annexe 6.2

(en millions de francs CFA)

CODE	ACTIF	N			N-1	CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMROV	NET	NET			N	N-1
010	CAISSE	167 871 085		167 871 085	127 116 185				
014	CREANCES INSTITUTIONS FINANCIERES	1 300 773 042		1 300 773 042	709 857 973	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	55 773 820	773 944 212
015	- A vue	1 300 773 042	0	1 300 773 042	170 857 973	310	- A vue		0
016	- Banques centrales					311	- Trésor public, CCP	0	0
017	- Trésor public, CCP					312	- Autres institutions financières	55 773 820	77 944 212
018	- Autres institutions financières		0			320	- A terme	0	0
019	- A terme						Dettes rattachées	0	0
	CREANCES RATACHEES					330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES OU BENEFICIAIRES	246 423 745	229 227 085
030	CREANCES SUR LES MEMBRES OU BÉNÉFICIAIRES	1 682 096 406	36 665 686	1 645 430 720	577 484 772	331	- Comptes d'épargne à vue	555 834 713	1 587 507 382
035	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients		0			332	- Comptes d'épargne à terme	908 402 746	704 763 470
037	- Crédits ordinaires	1 682 096 406	36 665 686	1 645 430 720	577 484 772	334	- Autres dettes à vue		
051	- crédit bail- et opérations assim					335	- Autres dettes à terme	- 15 000	- 15 000
100	- Titres de placement					345	- Autres passifs	37 069 830	28 261 919
110	IMMOBILISA. FINANCIERES	57 095 527	0	57 095 527	10 000	350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS		
120	IMMOBILISA. FINANCIERES MISES EN EQUIVALANCE					355	ECART D'ACQUISITION		
140	IMMOBILI. INCORPORELLES	1 182 126	0	1 182 126	1 182 126	360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
145	IMMOBILI. CORPORELLES	92 462 646	53 581 666	38 630 980	85 980 63	362	EMPRUNTS ET TITRES		
150	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES OU MEMBRES	0	0	0	0	365	EMIS SUBORDONNES	0	0
155	Autres actifs	531 800		531 8010	1500	370	PROVISION REGLEMENT	0	0
160	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	11 096 543	0	11 096 543	184 553 887	375	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
165	ECART D'ACQUISITION						FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	0
						380	CAPITAL	48 513 000	46 242 000
						385	PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	0
							Reserves consolides, écart de revaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	29 729 869	28 540 000
						390	Par du groupe	0	0
						391	Par des intérêts minoritaire	0	0
						400	Report a nouveau (+/-)	515 824 142	509 137 416
						420	Excedent ou deficit de l'exercice (+/-)	71 478 696	2 066 741
						421	Par du groupe	0	0
						422	Par des intérêts minoritaire	0	0
250	TOTAL DE ACTIF	3 313 109 175	90 497 352	3 222 611 823	3 686 258 006	450	TOTAL DU PASSIF	3 222 611 823	3 686 258 006

14 juillet 2012

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

17

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2011

Annexe 6.4

(en millions de francs CFA)

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	1 872 222 019	1 281 222 571	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI.	14 660 136 948	12 790 098 176
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	769 422 408	426 976 635	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les institutions financières	709 920 326	378 330 496
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaire ou clients	1 100 003 082	850 763 740	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clientèle	13.243.984.453	12.083.522.221
605	- Autres intérêts et charges assim.	2 796 529	3 479 196	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAILET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	- Autres intérêts et produits assi	706.232.169	328.245.459
608	COMMISSIONS	785 107 317	692 560 561	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAILET OPERATIONS ASSIMILEES		
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES			708	COMMISSIONS	6.674.515.035	5.290.298.525
610	- Charges sur titres de placement			709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	56.173.934	70.844.857
611	- Charges sur opérations de change			710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan			711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés			712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	chargement diverses d'exploitation financière	47 444	72 266 667	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES			714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	56.173.934	70.844.857
621	STOCKS VENDUS			715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	59.390.338	108.786.592
622	VARIATIONS POSITIVES DES STOCKS DE MARCHANDISES			720	MARGE COMMERCIALES	0	0
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	12 512 443 909	11 359 739 696	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	5 028 301 975	2 284 286 829	722	VARIATIONS DE STOCK DE MARCHANDISES		
632	- Autres frais généraux	7 484 141 934	6 075 452 867	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	85.109.980	59.181.001
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	3 262 962 932	2 466 188 892	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCE	591102574	222990832	745	REPRISES SUR PROMISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR	5.028.974.605	1.184.143.286
645	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN				SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREAN ET DU HORS BILAN	0	0
650	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS. GENE.			750	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS D'URONDS FOURRISQUES BANC GENE	0	3.948.402
655	CHARGES EXCEPTIONNELLES	559 357 157	103 897 595	755	PRODUITS EXCEPTIONNELS	150.304.345	201.562.320
660	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	804 805 866	686 850 825	760	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	162.200.222	395.952.919
670	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	0	0	765	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE		
	COTISATION FONDS INVESTISSEMENTS	0	707 451 170	780	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	1.234.075.689	576.536.739
				781	Part du Groupe		
				782	Part des intérêts minoritaires		
690	TOTAL DES CHARGES	25 707 969 218	19 613 168 839	790	TOTAL DES PRODUITS	26.942.044.907	20.189.705.578

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2011

Annexe 6.2

(en millions de francs CFA)

CODE	ACTIF	N			N-1	CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMROV	NET	NET			N	N-1
010	CAISSE	57.212.965		57.212.965	30.914.385	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	706.779.928	1.618.953.493
014	CREANCES INSTITUTIONS FINANCIERES	2.214.056.556	0	2.214.056.556	2.546.948.005	310	- A vue		0
015	- A vue	2.214.056.556	0	2.214.056.556	2.546.948.005	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banques centrales					312	- Autres institutions financières	706.779.928	1.618.953.493
017	- Trésor public, CCP					320	- A terme	550.000.000	-1.684.920
018	- Autres institutions financières		0				Dettes rattachées	43.372.963	188.868.014
019	- A terme					330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES OU BENEFICIAIRES	3.077.002.617	3.076.751.862
	CREANCES RATTACHEES					331	- Comptes d'épargne à vue	1.813.160.096	2.157.244.994
030	CREANCES SUR LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES	3.013.393.509	72.288.572	2.941.104.937	2.529.206.807	332	- Comptes d'épargne à terme	1.963.842.521	919.506.868
035	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients		0			334	- Autres dettes à vue		
037	- Crédits ordinaires	3.013.393.509	72.288.572	2.941.104.937	2.529.206.807	335	- Autres dettes à terme		
051	- crédit bail- et opérations assim.					345	- Autres passifs		
100	- Titres de placement					350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	59.866.358	62.324.584
110	IMMOBILISA. FINANCIERES	5.100.000	0	5.100.000	10.110	355	ECART D'ACQUISITION		
120	IMMOBILISA. FINANCIERES MISES EN EQUIVALANCE					360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
140	IMMOBILI. INCORPORELLES	1.875.578	0	1.875.578	1.875.578	362	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	0	0
145	IMMOBILI. CORPORELLES	169.841.658	106.687.118	63.154.540	64.181.644	365	PROVISION REGLEMENT	0	0
150	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES OU MEMBRES	0	0	0	0	370	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
155	Autres actifs	548.169		548.169	275.000	375	FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	0
160	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	80.951.818	0	80.951.818	259.348.061	380	CAPITAL	45.456.000	42.156.000
165	ECART D'ACQUISITION					385	PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	0
250	TOTAL DE ACTIF	5.452.980.253	178.975.690	5.264.004.563	5.432.849.480		Reserves consolides, écart de revaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	44.624.413	43.819.400
						390	Par du groupe	0	0
						391	Par des intérêts minoritaire	0	0
						392	Report à nouveau (+/-)	588.039.128	583.477.390
						400	Excedent ou déficit de l'exercice (+/-)	142.236.119	5.366.751
						420	Par du groupe	0	0
						421	Par des intérêts minoritaire	0	0
						422	TOTAL DU PASSIF	5.364.004.563	5.432.849.480

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL

ETABLISSEMENT CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE MALICK SY
COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2011

Annexe 6.4

(en millions de francs C'FA)

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	140.588.774	142.391.676	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI.	595.892.017	465.861.895
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	86.529.744	105.452.990	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les institutions financières	104.008.587	45.839.606
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaires ou clients	54.059.030	36.938.686	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clientèle	476.974.966	413.125.663
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	- Autres intérêts et produits assi	14.908.464	6.896.626
608	COMMISSIONS	0	0	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES		
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES			708	COMMISSIONS	135.854.929	119.752.044
610	- Charges sur titres de placement			709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
611	- Charges sur opérations de change			710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan			711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés			712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	charges diverses d'exploitation financière	0	0	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES			714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
621	STOCKS VENDUS			715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	0	0
622	VARIATIONS POSITIVES DES STOCKS DE MARCHANDISES			720	MARGE COMMERCIALES	0	0
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	315.302.802	324.756.563	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	52.160.846	54.323.124	722	VARIATIONS DE STOCK DE MARCHANDISES		
632	- Autres frais généraux	263.141.956	270.433.439	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	12.403.020	32.157.301
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	28.145.477	23.623.487	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCE	195.716.427	819.8918	745	REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR	159.707.321	28.843.974
645	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN			750	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREAN. ET DU HORS BILAN	0	0
650	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS. GENE.				EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRE	0	0
655	CHARGES EXCEPTIONNELLES	82.648.357	68.239.402	755	PRODUITS EXCEPTIONNELS	118.000	5.500
660	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	1.680.695	1.671.586	760	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	2.343.364	337.669
670	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	0	0	765	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE		
				780	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	142.236.119	5.366.751
				781	Part du Groupe		
				782	Part des intérêts minoritaires		
690	TOTAL DES CHARGES	764.082.532	641.591.632	790	TOTAL DES PRODUITS	906.318.651	646.958.383

14 juillet 2012

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

961

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL **ETABLISSEMENT CREDIT MUTUEL DU SÉNÉGAL DE BOURGUIBA** **COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2011**

Annexe 6.2

(en millions de francs CFA)

CODE	ACTIF	N		N-1		CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMORTV	NET	NET			N	N-1
010	CAISSE	48.957.475		48.957.475	52.483.275	300	DETTES A L'EGARD DES	580.257.044	1.458.054.901
014	CREANCES INSTITUTIONS FINANCIERES	1.919.058.793	0	1.919.058.793	1.853.122.851	310	- A vue	0	0
015	- A vue	1.919.058.793	0	1.919.058.793	1.853.122.851	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banques centrales					312	- Autres institutions financières	580.257.044	1.458.054.901
017	- Trésor public, CCP					320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières						Dettes rattachées	0	0
019	- A terme		0			330	DETTES A L'EGARD		
030	CREANCES RATTACHEES						DESMEMBRES OUBENEFICIAIRES		
035	CREANCES SUR LES MEMBRES					331	- Comptes d'épargne à vue	3.035.714.659	2.555.558.232
	OU BENEFICIAIRES					332	- Comptes d'épargne à terme	2.003.655.947	1.859.373.942
	- Autres Concours aux membres					334	- Autres dettes à vue	1.032.058.712	696.184.290
	bénéficiaires ou clients					335	- Autres dettes à terme		
037	- Crédits ordinaires	2.441.970.002	205.267.147	2.236.702.855	2.298.481.483	345	- Autres passifs	42.462	42.462
051	- Crédit bail- et opérations assim		0			350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	42.131.395	39.122.977
100	- Titres de placement					355	ECART D'ACQUISITION		
110	IMMOBILISA. FINANCIERES	5.100.000	0	5.100.000	100.000	360	PROVISIONS POUR RISQUES		
120	IMMOBILISA. FINANCIERES						ET CHARGES		
	MISES EN EQUIVALANCE					362	EMPRUNTS ET TITRES		
140	IMMOBIL. INCORPORELLES	601.830	0	601.830	601.830	365	EMIS SUBORDONNES	0	0
145	IMMOBIL. CORPORELLES	146.342.506	102.728.216	43.614.290	46.711.507	370	PROVISION REGLEMENT	0	0
150	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES					375	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
	OU MEMBRES						FONDS POUR RISQUES	0	0
155	Autres actifs	0	0	0	0	380	BANCAIRES GENERAUX	0	0
160	COMPTES D'ORDRE	815.099		815.099	34.000	385	CAPITAL	56.571.000	53.697.000
165	ET DIVERS	62.576.378	0	62.576.378	426.370.922		PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	0
	ECART D'ACQUISITION						Reserves consolidées, écart de		
							revaluation, écart de conversion,		
							différences sur titres mis en équivalence	51.137.037	45.902.071
						390	Par du groupe	0	0
						391	Par des intérêts minoritaire	0	0
						392	Report à nouveau (+/-)	520.293.259	490.628.455
						400	Excédent ou déficit de l'exercice (+/-)	31.279.864	34.899.770
						420	Par du groupe	0	0
						421	Par des intérêts minoritaire	0	0
250	TOTAL DE ACTIF	4625.422.083	307.995.363	4.317.426.720	4.677.905.868	450	TOTAL DU PASSIF	4.317.426.720	4.677.905.868

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL
ETABLISSEMENT CREDIT MUTUEL DU SÉNÉGAL DE KOLDA
COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2011

Annexe 6.2

(en millions de francs CFA)

CODE	ACTIF	N			N-1	CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMORT	NET	NET			N	N-1
010	CAISSE	154.830.035		154.830.035	26.994.470	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	957.080.115	1.454.265.736
014	CREANCES INSTITUTIONS FINANCIERES	90.400.335	0	90.400.335	896.844.995	310	- A vue	0	0
015	- A vue					311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banque centrale					312	- Autres institutions financières	957.080.115	1.454.265.736
017	- Trésor public, CCP					320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières					330	Dettes rattachées DETTES A L'EGARD des membres ou bénéficiaires	1.773.669.403	1.491.368.154
019	- A terme					331	- Comptes d'épargne à vue	1.179.097.872	972.993.307
	CREANCES RATACHEES	0	0	0	0	332	- Comptes d'épargne à terme	594.571.531	518.374.847
030	CREANCES SUR LES MEMBRES OU BÉNÉFICIAIRES	3.099.485.056	127.617.665	2.971.869.391	2.466.172.516	334	- Autres dettes à vue	0	0
035	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients	0	0	0	0	335	- Autres dettes à terme	0	0
037	- Crédits ordinaires	3.099.487.056	127.617.665	2.971.869.391	2.466.172.516	345	- Autres passifs	3.344.865	8.635.020
051	- crédit bail- et opérations assim					350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	28.523.101	42.003.948
100	- Titres de placement					355	ECART D'ACQUISITION		
110	IMMOBILISA. FINANCIERES	50.257.463	0	50.257.463	200.000	360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	0	0
120	IMMOBILISA. FINANCIERES MISES EN EQUIVALANCE					362	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	0	0
140	IMMOBILI. INCORPORELLES	1.085.647	0	1.085.647	637.622	365	PROVISION REGLEMENT	0	0
145	IMMOBILI. CORPORELLES	183.689.624	104.269.160	79.420.464	93.817.895	370	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
150	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES OU MEMBRES	0	0	0	0	375	FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	0
155	Autres actifs	694.614	0	694.614	-5.000	380	CAPITAL	43.306.000	35.667.000
160	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	76.845.751	0	76.845.751	72.091.439	385	PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	0
165	ECART D'ACQUISITION					L 55	RESERVES		
							Reserves consolides, écart de revaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	59.645.789	54.739.945
						390	Par du groupe	0	0
						391	Par des intérêts minoritaire	0	0
						392	Report a nouveau (+/-)	388.787.696	455.699.196
						400	Excedent ou déficit de l'exercice (+/-)	171.046.731	14.374.938
						420	Par du groupe	0	0
						421	Par des intérêts minoritaire	0	0
						422			
250	TOTAL DE ACTIF	3.657.290.525	231.886.825	3.425.403.700	3.556.753.937	450	TOTAL DU PASSIF	3.425.403.700	3.556.753.937

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2011

Annexe 6.2

(en millions de francs CFA)

CODE	ACTIF	N			N-1	CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMORTV	NET				N	N-1
010	CAISSE	4.761.332.569		4.761.332.569	3.995.159.647	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	8.627.260.253	11.910.372.373
014	CREANCES INSTITUTIONS FINANCIERES	14.850.370.890	0	14.850.370.890	13.672.554.44	310	- A vue	1.236.652.064	0
015	- A vue	5.220.206.101	0	5.220.206.101	8.239.023.863	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banques centrales					312	- Autres institutions financières	6.797.235.226	11.723.189.279
017	- Trésor public, CCP					320	- A terme	550.000.000	-1.684.920
018	- Autres institutions financières	690.374.045	0	690.374.045	50.000.000	330	Dettes rattachées	43.372.963	188.868.014
019	- A terme	8.800.000.000		8.800.000.000	516.023.95	331	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES OU BENEFICIAIRES	98.746.557.280	82.980.183.133
	CREANCES RATACHEES	139.790.744		139.790.744	221.527.636	332	- Comptes d'épargne à vue	24.661.083.251	19.437.981.627
030	CREANCES SUR LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES	94.924.581.106	1.963.371.419	92.961.209.687	76.851.481.004	333	- Comptes d'épargne à terme	73.177.727.381	62.829.604.737
035	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients	1.216.162.554	0	1.216.162.554	1.644.061.239	334	- Autres dettes à vue	9.875.974	21.766.217
037	- Crédits ordinaires	93.708.418.552	1.963.371.419	91.745.047.133	75.207.419.765	335	- Autres dettes à terme	897.870.674	690.830.552
051	- crédit bail- et opérations assim					345	- Autres passifs	9.739.034.972	8.172.623.945
100	- Titres de placement					350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	5.073.656.855	8.339.919.898
110	IMMOBILISA. FINANCIERES	5.501.983.791	0	5.501.983.791	228.263.89	355	ECART D'ACQUISITION		
120	IMMOBILISA. FINANCIERES					360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	27.034.770	27.034.770
	MISES EN EQUIVALANCE					362	EMPRUNTS ET TITRES		
140	IMMOBILI. INCORPORELLES	1.154.024.085	837.146.850	316.877.235	333.311.132	365	EMIS SUBORDONNES	0	0
145	IMMOBILI. CORPORELLES	20.261.893.578	11.517.529.963	8.744.363.615	140.855.8107	366	PROVISION REGLEMENT	0	0
150	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES					370	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	2.500.041
	OU MEMBRES	0	0	0	0	375	FONDS POUR RISQUES		
155	Autres actifs	8.024.508.460	116.267.099	7.908.241.361	648.161.498	380	BANCAIRES GENERAUX	0	0
160	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	5.837.849.559	2.192.887	5.835.656.672	11.004.958.16	385	CAPITAL	1.798.267.779	1.553.527.399
165	ECART D'ACQUISITION					390	PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	0
250	TOTAL DE ACTIF	155.316.544.038	14.436.508.218	140.880.035.820	128.701.529.037	391	Reserves consolides, écart de revaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	2.488.950.850	2.391.584.256
						392	Par du groupe	0	0
						400	Par des intérêts minoritaire	0	0
						420	Report à nouveau (+/-)	13.145.197.372	12.747.246.483
						421	Excedent ou déficit de l'exercice (+/-)	1.234.075.689	576.536.739
						422	Par du groupe	0	0
							Par des intérêts minoritaire	0	0
450	TOTAL DU PASSIF							140.880.035.820	128.701.529.037

14 juillet 2012

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

957

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2011

(en millions de francs CFA)

Annexe 6.4

CODE	CHARGES	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	58 733 493	71 856 573	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI.	375.393.797	317.363.261
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	29 003 102	48 924 511	701	- Intérêts et produits assimilés surcréances sur les institutions financières	66.720.838	35.180.413
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaires ou clients	29 730 391	22 932 062	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou client	298.399.905	277.169.219
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	- Autres intérêts et produits assi	10.273.054	5.013.629
608	COMMISSIONS	0	0	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	93.198.904	82.552.241
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES			708	COMMISSIONS	0	0
610	- Charges sur titres de placement			709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
611	- Charges sur opérations de change			710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan			711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	0	0	712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	chargement diverses d'exploitation financière			713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES			714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
621	STOCKS VENDUS			715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	0	0
622	VARIATIONS POSITIVES DES STOCKS DE MARCHANDISES	256.191.547	241.744.666	720	MARGE COMMERCIALES	0	0
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	48.696.830	47.507.510	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	207.494.717	194.237.156	722	VARIATIONS DE STOCK DE MARCHANDISES	5.882.607	25.374.940
632	- Autres frais généraux			730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION		
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	17.666.436	12.599.515	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCE	126.937.955	8.494.436	745	REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR	95.522.880	4.564.961
645	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN			750	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREA. ET DU HORS BILAN	0	0
650	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS. GENE.				EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS SUR FONDS POUR RISQUES FINANCIERS	0	0
655	CHARGES EXCEPTIONNELLES	41.493.188	89.060.266	755	PRODUITS EXCEPTIONNELS	102.370	1.310.910
660	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	228.701	471.962	760	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	2.629.458	927.826
670	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	0	0	765	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENC		
				780	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	71.478.696	7.866.721
				781	Part du Groupe		
				782	Part des intérêts minoritaires		
690	TOTAL DES CHARGES	501.251.320	424.227.418	790	TOTAL DES PRODUITS	572.730.016	432.094.139

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2011

Annexe 6.2

(en millions de francs CFA)

CODE	ACTIF	N			N-1	CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMORT	NET	NET			N	N-1
010	CAISSE	167 871 085		167 871 085	127 116 185	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	55 773 820	773 944 212
014	CREANCES INSTITUTIONS FINANCIERES	1 300 773 042		1 300 773 042	1 709 857 973	310	- A vue	0	0
015	- A vue	1 300 773 042	0	1 300 773 042	1.853.122.851	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banques centrales					312	- Autres institutions financières	55 773 820	77 944 212
017	- Trésor public, CCP					320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières		0				Dettes rattachées	0	0
019	- A terme					330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES BENEFCIAIRES	2464237459	2292270857
	CREANCES RATTACHEES					331	- Comptes d'épargne à vue	555 834 713	1 587 507 382
030	CREANCES SUR LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES	1 682 096 406	36 665 686	1 645 430 720	1 577 484 772	332	- Comptes d'épargne à terme	908 402 746	704 763 475
		2.441.970.002	205.267.147	2.236.702.855	2.298.481.483	334	- Autres dettes à vue		
035	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients		0			335	- Autres dettes à terme	15 000	15 000
037	- Crédits ordinaires	1 682 096 406	36 665 686	1 645 430 720	1 577 484 772	345	- Autres passifs	37069 830	28 261 919
051	- crédit bail- et opérations assim					350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS		
100	- Titres de placement					355	ECART D'ACQUISITION		
110	IMMOBILISA. FINANCIERES	57 095 527	0	57 095 527	100 000	360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
120	IMMOBILISA. FINANCIERES					362	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	0	0
	MISES EN EQUIVALANCE					365	PROVISION REGLEMENT	0	0
140	IMMOBIL. INCORPORELLES	1 182 126	0	1 182 126	1 182 126	370	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
145	IMMOBIL. CORPORELLES	92 462 646	53 581 666	38 630 980	85 948 063	375	FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	0
150	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES OU MEMBRES	0	0	0	0	380	CAPITAL	48 513 000	46 242 000
155	Autres actifs	531 800		531 8010	15 000	385	PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	0
160	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	11 096 543	0	11 096 543	184 553 887		Reserves consolides, écart de revaluation, écart de conversion, differances sur titres mis en équivalence	29 729 869	28 549 861
165	ECART D'ACQUISITION					390	Par du groupe	0	0
						391	Par des intérêts minoritaire	0	0
						400	Report a nouveau (+/-)	71 478 696	7 866 721
						420	Excedent ou deficit de l'exercice (+/-)	71 478 696	7 866 721
						421	Par du groupe	0	0
						422	Par des intérêts minoritaire	0	0
250	TOTAL DE ACTIF	3 313 109 175	90 497 352	3 222 611 823	3 686 258 006	450	TOTAL DU PASSIF	3 222 611 823	3 686 258 006

14 juillet 2012

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

965

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL
ETABLISSEMENT CREDIT MUTUEL DU SÉNÉGAL DE THIES
COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2011

Annexe 6.2

(en millions de francs CFA)

CODE	ACTIF	N			N-1	CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMROV	NET	NET			N	N-1
010	CAISSE	93.889.255		93.889.255	43.662.085	300	DETTES A L'EGARD DES		
014	CREANCES INSTITUTIONNELLES FINANCIERES	1.849.420.973		1.849.420.973	2.483.042.920	310	INSTITUTIONS FINANCIERES	217.091.295	1.115.159.714
015	- A vue	1.849.420.973		1.849.420.973	2.483.042.920	311	- A vue		0
016	- Banques centrales					312	- Trésor public, CCP	0	0
017	- Trésor public, CCP					320	- Autres institutions financières	217.091.295	1.115.159.714
018	- Autres institutions financières		0				- A terme	0	0
019	- A terme					330	DETTES A L'EGARD	0	0
	CREANCES RATTACHEES						DESMEMBRES OU BENEFICIAIRES	3.823.121.407	3.400.919.257
030	CREANCES SUR LES MEMBRES					331	- Comptes d'épargne à vue	2.206.751.484	2.078.864.864
	OU BENEFICIAIRES					332	- Comptes d'épargne à terme	1.616.369.923	1.322.054.393
035	- Autres Concours aux membres					334	- Autres dettes à vue		
	bénéficiaires ou clients		0			335	- Autres dettes à terme		
037	- Crédits ordinaires					345	- Autres passifs	0	0
051	- crédit bail- et opérations assim					350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	64.044.626	50.159.022
100	- Titres de placement					355	ECART D'ACQUISITION		
110	IMMOBILISA. FINANCIERES	60.568.266	0	60.568.266	300.000	360	PROVISIONS POUR RISQUES		
120	IMMOBILISA. FINANCIERES						ET CHARGES		
	MISES EN EQUIVALENCE					362	EMPRUNTS ET TITRES		
140	IMMOBIL. INCORPORELLES	568.878	0	568.878	568.878		EMIS SUBORDONNES	0	0
145	IMMOBIL. CORPORELLES	130.951.860	91.794.050	39.157.810	102.262.951	365	PROVISION REGLEMENT	0	0
150	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES					370	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
	OU MEMBRES	0	0	0	0	375	FONDS POUR RISQUES	0	0
155	Autres actifs	85.824		85.824	0		BANCAIRES GENERAUX	0	0
160	COMPTES D'ORDRE					380	CAPITAL	55.653.000	52.338.000
	ET DIVERS	80.402.569		80.402.569	82.614.776	385	PRIMES LIES AU CAPITAL	0	0
165	ECART D'ACQUISITION						Reserves consolidées, écart de		
						390	revaluation, écart de conversion,		
						391	différences sur titres mis en équivalence	44.694.073	43.619.607
						392	Par du groupe	0	0
						400	Par des intérêts minoritaire	0	0
						420	Report à nouveau (+/-)	502.372.847	496.284.209
						421	Excédent ou déficit de l'exercice (+/-)	163.929.057	7.163.104
						422	Par du groupe	0	0
							Par des intérêts minoritaire	0	0
250	TOTAL DE ACTIF	4.984.140.524	113.234.219	4.870.906.305	5.165.642.913	450	TOTAL DU PASSIF	4.870.906.305	5.165.642.913

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL
ETABLISSEMENT CREDIT MUTUEL DU SÉNÉGAL DE THIES
COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2011

Annexe 6.4

(en millions de francs CFA)

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	116.651.040	130.789.112	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI.	545 463 934	448 861 480
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	51.143.820	83.047.319	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les institutions financières	101 795 748	39 937 762
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaires ou clients	65.507.220	47.741.793	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	436 324 899	403 559 525
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAI ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	- Autres intérêts et produits assi	7 343 287	5 264 193
608	COMMISSIONS	0	0	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAI ET OPERATIONS ASSIMILEES		
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES			708	COMMISSIONS	161.217.688	149.006.663
610	- Charges sur titres de placement			709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
611	- Charges sur opérations de change			710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan			711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés			712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	Charges diverses d'exploitation financière	0	0	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES			714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
621	STOCKS VENDUS			715	Produits divers d'exploitation financière	0	0
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES			720	MARGE COMMERCIALES	0	0
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	320 711 126	309.691.559	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	64.873.166	56 821.501	722	VARIATIONS DE STOCK DE MARCHANDISES		
632	- Autres frais généraux	255.837.960	252.870.058	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	10.538.883	3.811.269
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	34 112 143	26.159.484	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCE	54 955 497	18 928.042	745	REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR	44.556.106	8.054.720
645	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN				SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREAN ET DU HORS BILAN	0	0
650	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS. GENE.			750	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANC. GENE.	0	3 948.402
655	CHARGES EXCEPTIONNELLES	79 635 154	115 868.487	755	PRODUITS EXCEPTIONNELS	17.930	26 594
660	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	282 497	1 279 764	760	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	8.481.973	118 826
670	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	0	0	765	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT D'ENTREPRISE mises en equivalence		
		0	0	780	resultat de l'EXERCICE (+/-)	163.929.057	7 163 104
				781	Part du Groupe		
				782	Part des intérêts minoritaires		
690	TOTAL DES CHARGES	606.347.457	602.716.448	790	TOTAL DES PRODUITS	770.276.514	609.879.552

14 juillet 2012

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

967

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL
ETABLISSEMENT CREDIT MUTUEL DU SÉNÉGAL DE ZIGUINCHOR
COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2011

Annexe 6.4

(en millions de francs CFA)

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-I			N	N-I
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	79.400.015	105.104.053	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI	442.882.907	365.594.111
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	26.626.174	54.681.844	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les institutions financières	83.964.394	37.273.851
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaires ou clients	52.773.841	50.422.209	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou client	347.226.152	323.865.438
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	- Autres intérêts et produits assi	11.692.361	4.454.822
608	COMMISSIONS	0	0	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	133.389.408	126.876.362
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES			708	COMMISSIONS	0	0
610	- Charges sur titres de placement			709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
611	- Charges sur opérations de change			710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan			711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés			712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	charges diverses d'exploitation financière	0	0	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES			714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
621	STOCKS VENDUS			715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	0	0
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES			720	MARGE COMMERCIALES	0	0
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI	293.015.147	268.994.144	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	47.181.262	54.800.079	722	VARIATIONS DE STOCK DE MARCHANDISES		
632	- Autres frais généraux	245.833.885	214.194.065	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	21.623.175	9.176.577
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	17.030.884	13.744.860	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
645	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCE	88.065.568	48.834.471		REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR	90.407.273	39.845.264
650	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN			745	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREA. ET DU HORS BILAN	0	0
655	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENE.	71.381.478	100.037.358	750	EXCIDENTS REPRISES SUR LES DOTATIONS FINANCIERES	0	0
660	CHARGES EXCEPTIONNELLES	1.077.403	1.177.895	755	RISQUES BANCAIRES	980.717	366.614
670	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	0	760	PRODUITS EXCEPTIONNELS	32.762	58.197
	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	0	0	765	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS		
				780	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE	139.345.767	4.024.344
				781	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)		
				782	Part du Groupe		
					Part des intérêts minoritaires		
690	TOTAL DES CHARGES	549.970.495	537.892.781	790	TOTAL DES PRODUITS	689.316.262	541.917.125

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL

ETABLISSEMENT CREDIT MUTUEL DU SÉNÉGAL DE ZIGUINCHOR
COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2011

Annexe 6.2

(en millions de francs C'FA)

CODE	ACTIF	N			N-I	CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMT/PROV	NET	NET			N	N-I
010	CAISSE	42.039.880		42.039.880	54.970.085	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	23.634.178	700.947.796
014	CREANCES INSTITUTIONS FINANCIERES	1.808.892.177	0	1.808.892.177	1.938.939.860	310	- A vue	0	0
015	- A vue	1.808.892.177	0	1.808.892.177	1.938.939.860	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banques centrales					312	- Autres institutions financières	23.634.178	700.947.796
017	- Trésor public, CCP					320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières	0	0	0	0		Dettes rattachées	0	0
019	- A terme					330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES OU BENEFICIAIRES	3.500.333.884	3.066.254.421
	CREANCES RATTACHEES					331	- Comptes d'épargne à vue	2.097.678.799	1.845.737.638
030	CREANCES SUR LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES	2.217.112.644	30.666.230	2.186.446.414	2.014.830.319	332	- Comptes d'épargne à terme	1.402.655.085	1.220.516.783
035	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients	0	0	0	0	334	- Autres dettes à vue		
037	- Crédits ordinaires	2.217.112.644	30.666.230	2.186.446.414	2.014.830.319	335	- Autres dettes à terme		
051	- crédit bail- et opérations assim					345	- Autres passifs	0	0
100	Titres de placement					350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	65.610.411	70.452.677
110	IMMOBILISA. FINANCIERES	48.315.611	0	48.315.611	100.000	355	ECART D'ACQUISITION		
120	IMMOBILISA. FINANCIERES					360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
	MISES EN EQUIVALANCE					362	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	0	0
140	IMMOBILI. INCORPORELLES	44.000	0	44.000	44.000	365	PROVISION REGLEMENT	0	0
145	IMMOBILI. CORPORELLES	98.660.408	59.500.390	39.160.018	77.153.630	370	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
150	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES					375	FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	0
	OU MEMBRES	0	0	0	0	380	CAPITAL	58.580.500	53.362.300
155	Autres actifs	1.557.559		1.557.559	207.279	385	PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	0
160	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	30.920.239		30.920.239	174.583.379		RESERVES CONSOLIDES. ÉCART DE REVALUATION, ÉCART DE CONVERSION,	0	0
165	ECART D'ACQUISITION					390	DIFFERANCES SUR TITRES MIS EN EQUIVALANCE	20.718.259	20.114.607
						391	Par du groupe	0	0
						392	Par des intérêts minoritaire	0	0
						400	REPORT A NOUVEAU (+/-)	349.152.899	345.713.701
						420	EXCÉDENT OU DÉFICIT DE L'EXERCICE (+/-)	139.345.767	141.403.111
						421	Par du groupe	0	0
						422	Par des intérêts minoritaire	0	0
250	TOTAL DE ACTIF	4.247.542.518	90.166.620	4.157.375.898	4.260.828.552	450	TOTAL DU PASSIF	4.157.375.898	4.260.828.552

14 juillet 2012

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL
ETABLISSEMENT CREDIT MUTUEL DU SÉNÉGAL DE KAOLOACK
COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2011

Annexe 6.2

(en millions de francs CFA)

CODE	ACTIF	N			N-1	CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMORT	NET	NET			N	N-1
010	CAISSE	26.038.125	0	26.038.125	21.729.730	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	0	971.403.207
014	CREANCES INSTITUTIONS FINANCIERES	1.257.914.196	0	1.257.914.196	2.062.777.641	310	- A vue	0	0
015	- A vue	1.257.914.196	0	1.257.914.196	2.062.777.641	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banques centrales					312	- Autres institutions financières	0	971.403.207
017	- Trésor public, CCP					320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières		0				Dettes rattachées	0	0
019	- A terme					330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES OU BENEFICIAIRES	2.646.569.113	2.509.452.283
	CREANCES RATTACHEES					331	- Comptes d'épargne à vue	1.363.367.106	1.295.829.632
030	CREANCES SUR LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES	2.451.590.177	70.190.498	2.381.399.679	2.241.801.006	332	- Comptes d'épargne à terme	1.283.202.007	1.213.622.651
035	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients		0			334	- Autres dettes à vue		
037	- Crédits ordinaires	2.451.590.177	70.190.498	2.381.399.679	2.241.801.006	335	- Autres dettes à terme		
051	- crédit bail- et opérations assim					345	- Autres passifs	522.908	239.908
100	- Titres de placement					350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	78.712.780	52.072.707
110	IMMOBILISA. FINANCIERES	5.200.000	0	5.200.000	200.000	355	ECART D'ACQUISITION PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
120	IMMOBILISA. FINANCIERES MISES EN EQUIVALANCE					360	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	0	0
140	IMMOBILI. INCORPORELLES	248.000	0	248.000	48.000	362	PROVISION REGLEMENT	0	0
145	IMMOBILI. CORPORELLES	113.645.910	82.387.482	31.258.428	30.151.684	365	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
150	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES OU MEMBRES	0	0	0	0	370	FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX	0	0
155	Autres actifs	-1.050	0	-1.050	105.000	375	CAPITAL	38.856.899	35.328.899
160	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	47.105.311	0	47.105.311	58.947.539	380	PRIMES LIÉES AU CAPITAL	0	0
165	ECART D'ACQUISITION					385	Reserves consolidées, écart de revaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	92.322.700	91.360.631
250	TOTAL DE ACTIF	3.901.740.669	152.577.980	3.749.162.689	4.415.960.600	390	Par du groupe	0	0
						391	Par des intérêts minoritaire	0	0
						392	Report à nouveau (+/-)	755.140.896	749.689.171
						400	Excedent ou déficit de l'exercice (+/-)	137.037.393	6.413.794
						420	Par du groupe	0	0
						422	Par des intérêts minoritaire	0	0
450	TOTAL DU PASSIF							3.749.162.689	4.415.960.600

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL
ETABLISSEMENT CREDIT MUTUEL DU SÉNÉGAL DE TAMBACOUNDA
COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2011

Annexe 6.2

(en millions de francs CFA)

CODE	ACTIF	N			N-1	CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMORT	NET	NET			N	N-1
010	CAISSE	56.672.415	0	56.672.415	62.664.965	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	746.061.865	1.055.381.711
014	CREANCES SUR INSTITUTIONS FINANCIERES	987.324.544	0	987.324.544	1.114.958.323	310	- A vue	0	0
015	- A vue	987.324.544	0	987.324.544	1.114.958.323	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banque centrale					312	- Autres institutions financières	746.061.865	1.055.381.711
017	- Trésor public, CCP					320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières		0				Dettes rattachées	0	0
019	- A terme					330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES OU BENEFICIAIRES	2.189.781.147	1.823.931.523
	CREANCES RATTACHEES					331	- Comptes d'épargne à vue	1.488.183.261	339.064.290
030	CREANCES SUR LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES	2.493.296.148	15.555.660	2.477.740.488	2.161.975.330	332	- Comptes d'épargne à terme	701.597.886	484.867.233
035	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients		0			334	- Autres dettes à vue		
037	- Crédits ordinaires	2.493.296.148	15.555.660	2.477.740.488	2.161.975.330	335	- Autres dettes à terme		
051	- Crédit bail- et opérations assim					345	- Autres passifs	148.342	217.724
100	- Titres de placement					350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	65.350.247	51.257.597
110	IMMOBILISA. FINANCIERES	40.729.764	0	40.729.764	300.000	355	ECART D'ACQUISITION		
120	IMMOBILISA FINANCIERES EN EQUIVALENCE					360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
140	IMMOBIL. INCORPORELLES	1.097.969	0	1.097.969	1.097.969	362	EMPRUNTS ET TITRES		
145	IMMOBIL. CORPORELLES	202.580.333	123.944.896	78.635.437	114.233.456	365	EMIS SUBORDONNES	0	0
150	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES					370	PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0
	OU MEMBRES	0	0	0	0	375	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
155	Autres actifs	620.730	0	620.730	15.000	380	FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	0
160	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	73.035.408	0	73.035.408	81.414.795	385	CAPITAL	43.476.000	39.876.000
165	ECART D'ACQUISITION						PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	0
250	TOTAL DE L'ACTIF	3.855.357.311	139.500.556	3.715.856.755	3.536.659.838	450	TOTAL DU PASSIF	3.715.856.755	3.536.659.838

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL
ETABLISSEMENT CREDIT MUTUEL DU SÉNÉGAL DE TAMBACOUNDA
COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2011

Annexe 6.4

(en millions de francs CFA)

CODE	CHARGES	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	84.125.530	102.999.203	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI.	452.192.517	390.781.970
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	69.927.194	89.347.362	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les institutions financières	31.725.860	4.313.336
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaires ou clients	14.198.336	13.651.841	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	401.886.189	379.620.512
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	- Autres intérêts et produits assi	18.580.468	6.848.122
608	COMMISSIONS	0	0	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES		
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES			708	COMMISSIONS	136.318.569	124.608.311
610	- Charges sur titres de placement			709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
611	- Charges sur opérations de change			710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opéra. hors bilan			711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés			712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	charges diverses d'exploitation financière	0	0	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES			714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
621	STOCKS VENDUS			715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	0	0
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES			720	MARGES COMMERCIALES	0	0
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	314.002.113	310.476.700	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	75.790.391	77.220.502	722	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES		
632	- Autres frais généraux	238.211.722	233.256.198	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	7.431.036	9.686.615
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	33.340.492	27.782.810	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES	36.678.496	10.505.185		REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR	30.313.498	1.280.221
645	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN		0	745	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREAN. ET DU HORS BILAN	0	0
650	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS. GENE.			750	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANC. GENE.	0	0
655	CHARGES EXCEPTIONNELLES	52.227.637	90.651.884	755	PRODUITS EXCEPTIONNELS	303.721	26.033.704
660	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	2.749.645	4.789.865	760	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	1.578.443	1.190.847
670	IMPÔTS SUR LES EXCEDENTS	0	0	765	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE		
				780	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	105.043.871	6.376.021
				781	Part du Groupe		
				782	Part des intérêts minoritaires		
690	TOTAL DES CHARGES	523.123.913	547.205.647	790	TOTAL DES PRODUITS	628.167.784	553.581.668

14 juillet 2012

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

973

RUFISQUE - Imprimerie nationale DL n° 6623
